Études irlandaises

40-1 | 2015

Enjeux contemporains en études irlandaises – In
Memoriam Paul Brennan

L'État Libre, l'Eire et la subversion du Sinn Féin, 1926-1948

Agnès Maillot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesirlandaises/4447>

DOI : 10.4000/etudesirlandaises.4447

ISSN : 2259-8863

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2015

Pagination : 43-57

ISBN : 978-2-7535-4082-8

ISSN : 0183-973X

Référence électronique

Agnès Maillot, « L'État Libre, l'Eire et la subversion du Sinn Féin, 1926-1948 », *Études irlandaises* [En ligne], 40-1 | 2015, mis en ligne le 30 juin 2017, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesirlandaises/4447> ; DOI : 10.4000/etudesirlandaises.4447

L'État Libre, l'Éire et la subversion du Sinn Féin, 1926-1948

Agnès MAILLOT
Dublin City University

Résumé

Lorsque le Sinn Féin s'efface de la scène politique en 1926, son héritage devient un enjeu tant mémoriel que politique pour les deux grandes formations issues de scissions au sein du parti, et tout particulièrement pour le Fianna Fáil. Le Sinn Féin incarne non seulement le souvenir d'une révolution inachevée, mais aussi un message subversif, puisqu'il refuse de reconnaître la légitimité des institutions et soutient le recours aux armes. Il devient ainsi l'objet de mesures de censure et de répression qui se traduisent notamment par une surveillance policière quasi constante. Ce processus se double d'une tentative de la part des autorités de revenir sur leur propre passé, processus qui atteint son paroxysme lors de l'affaire des *Sinn Féin Funds* dans les années 1940. Cet article analyse la façon dont les autorités de l'État Libre, puis de l'Éire, ont réinterprété cette mémoire collective afin d'en écrire un récit excluant l'héritage dont se revendiquait le Sinn Féin.

Mots clés : Sinn Féin, histoire et mémoire, État irlandais (État libre), État irlandais (République d'Irlande)

Abstract

When Sinn Féin exited the political scene in 1926, its legacy became problematic for the two parties which dominate the political scene of the new State, both from a memorial and a political point of view. Sinn Féin symbolized not only the memory of an unfinished revolution, but also a subversive discourse, as it denied the legitimacy of the new institutions and was prepared to support armed action. It became the target of censorship and repression, which were translated into heavy police surveillance. Alongside this process was an attempt by the authorities to rewrite their own past, which reached its peak with the "Sinn Féin Funds" case in the 1940s. This article analyses the manner in which the representatives of the Free State, and then Éire, rewrote and reinterpreted the narrative of the collective memory in an effort to exclude the legacy of Sinn Féin.

Keywords: Sinn Féin, history and memory, Irish Free State, Irish State (Republic of Ireland)

En 1926, de Valera démissionna de la présidence du Sinn Féin pour former son propre parti, le Fianna Fáil, qui quelques années plus tard domina la vie politique du pays pendant presque deux décennies. Le Sinn Féin, lui, quitta la scène et sombra dans l'oubli. Ses rangs se vidèrent, tout comme ses coffres. Il n'en resta que le souvenir de quelques années fastes et de rares incursions dans la vie politique, sous forme de discours prêchant le dogme républicain et accusant les

nouveaux dirigeants d'avoir trahi les objectifs de la période révolutionnaire. Les militants de l'IRA, eux, cherchaient leur place dans le nouveau paysage politique de l'État Libre à travers, notamment, des organisations à tendance marxiste, sans grand succès. Il ne leur restait plus que le recours aux armes, mais la campagne qu'ils entamèrent en Angleterre en 1938 contribua largement à décimer leurs forces.

La répression qui s'abattit sur le Sinn Féin pendant les années de l'État Libre puis de l'Eire fut sévère. Lois d'exception, censure, internement sans jugement, tribunaux spéciaux, rien ne semblait arrêter les autorités dans leur volonté d'écraser leurs anciens alliés devenus, à leurs yeux, des ennemis redoutables. En effet, ces derniers remettaient en cause la légitimité des institutions que les gouvernements successifs représentaient et refusaient de tourner la page de la période de l'indépendance. En s'acharnant sur un parti qui comptait pourtant si peu sur l'échiquier politique, les représentants de l'État Libre cherchaient autant à asseoir leur propre légitimité qu'à effacer toute trace d'un passé devenu désormais encombrant. Ce processus, inévitable pour enraciner la nouvelle culture politique, se fit en trois grandes étapes : tout d'abord, la mise hors-la-loi non pas du parti lui-même mais des principes et stratégies sur lesquels avait été fondée la lutte pour l'indépendance ; puis la réappropriation par l'État Libre de la mémoire collective, qui devint l'un des enjeux essentiels du processus de légitimation des nouvelles institutions ; enfin, l'effacement du Sinn Féin de cette mémoire collective, comme l'illustre l'épisode du Sinn Féin Funds Case. Cet article analysera donc la manière dont les représentants de l'État Libre, puis de l'Eire, firent progressivement table rase de leur héritage et par là même, tentèrent de faire disparaître le Sinn Féin de l'échiquier politique.

La subversion selon l'État Libre

L'État qui naquit en 1922 fut le site d'une contestation à la fois militaire et politique. Deux tendances républicaines s'affrontèrent, l'une défendant les acquis obtenus grâce au Traité de 1921 signé avec la Grande-Bretagne, l'autre reniant la légitimité tant des clauses de ce traité que des circonstances dans lesquelles il avait été signé. La guerre civile opposa donc deux visions distinctes non seulement de l'avenir du pays, mais de principes fondamentaux tels que celui de la représentation démocratique. Pour les uns, la majorité avait parlé au moment des élections de 1922, en approuvant la position du Cumann na nGaedheal. Pour les autres, la seule véritable démocratie était celle issue des élections de 1918, dans un premier temps, puis de l'élection du second Dáil, en 1921.

C'est donc ce déchirement qui engendra la subversion incarnée pendant des décennies par le Sinn Féin, qui refusait toute compromission avec les institutions

de l'État Libre. Se posant comme le seul détenteur de la vision des générations précédentes, et plus particulièrement de celle de la Rébellion de 1916, le Sinn Féin, contrairement au Cumann na nGaedhael puis au Fianna Fáil, alimenta une vision utopiste, bien que peu élaborée, de l'Irlande, construite autour de deux piliers : la République et le christianisme. S'il se démarquait de ses contemporains, ce n'était pas tant sur le terrain social et économique que sur la vision du pays, passée et future, qu'il cherchait à représenter. Dans ce sens, il s'inscrivait dans la logique de la « subversion hérétique » définie par Bourdieu, celle qui

exploite la possibilité de changer le monde social en changeant la représentation de ce monde qui contribue à sa réalité ou, plus précisément, en opposant une pré-vision paradoxale, utopie, projet, programme, à la vision ordinaire, qui appréhende le monde social comme monde naturel : énoncé performatif, la pré-vision politique est, par soi, une action qui vise à faire advenir ce qu'elle énonce ; elle contribue pratiquement à la réalité de ce qu'elle annonce de par le fait de l'énoncer, de le rendre concevable et surtout croyable et de créer ainsi la représentation et la volonté collectives qui peuvent contribuer à le produire¹.

Ainsi, le Sinn Féin post-1926 refusait d'accepter l'État Libre comme unique issue au processus d'indépendance, s'opposant par là même à la vision « ordinaire » mise en avant par l'État Libre, celle d'une organisation politique et sociale honorable, la solution la meilleure, ou la moins pire, qui avait pu être arrachée à l'Empire britannique. Le Sinn Féin, quant à lui, voyait en ces nouvelles institutions un reniement des idéaux pour lesquels ses anciens alliés avaient combattu. Il n'hésitait pas à inverser les rôles, se posant comme un État en exil face à un usurpateur², l'État libre et ses représentants. Ce faisant, il posait son projet alternatif comme allant de soi et l'énonçait comme s'il s'agissait d'une évidence, sans pour autant parvenir à le transformer en vision « concevable ou croyable », pour reprendre les termes de Bourdieu.

Par opposition, les partis au pouvoir cherchaient à rendre toute vision utopique inconcevable et incroyable, en usant des moyens dont ils disposaient pour ce faire : censure, propagande et lois d'exception. Dans la décennie qui suivit l'avènement de l'État Libre, les mesures de répression furent l'outil privilégié du combat contre la subversion hérétique incarnée par le Sinn Féin. Prager estime d'ailleurs que l'objectif des différentes législations introduites au fil des

1. Pierre Bourdieu, « Décrire et prescrire : note sur les conditions de possibilité et les limites de l'efficacité politique », *Actes de la recherche en sciences sociales, La représentation politique-2*. Vol. 38, mai 1981, p. 71.

2. Dans une interview avec l'agence de presse américaine International News Service en 1924, de Valera reniait la légalité même des nouvelles institutions et du gouvernement qu'il qualifiait de « *usurping power* ». Voir « Ignoring the Free State: Mr de Valera's Policy », *Irish Independent*, 5 November 1924.

années 1920 et 1930 était précisément d'instaurer un ordre politique qui serait assuré par la « *suppression of Republican opposition and development of effective institutions*³ ». Sans pour autant exagérer l'importance que pouvait avoir le Sinn Féin après le départ de De Valera, il restait porteur d'une aspiration puissante, celle d'une nation indépendante, républicaine, dont le territoire n'aurait pas été amputé. C'est précisément cette vision, plus que le parti qui la défendait, que combattaient les autorités.

Le fait que le nouvel État était issu d'une guerre civile, et donc d'une violence fratricide, renforça sans aucun doute le sentiment d'insécurité de ses représentants, pour lesquels la subversion était réelle et représentait une véritable menace. Pour la contrer, une loi fut introduite en 1925, le Treasonable Offences Act (1925) qui eut pour effet de criminaliser la rébellion de façon permanente⁴. La clause 5 de cette loi identifiait précisément ceux que l'État considérait comme subversifs :

*Every person who takes part in any proceedings of any assembly or body (other than the Oireachtas or either House thereof) which claims, purports, proposes, or attempts to take upon itself, or does take upon itself, all or any of the powers and functions of the Oireachtas or of either House thereof shall be guilty of a misdemeanour and shall be liable on conviction thereof to a fine not exceeding five hundred pounds or, at the discretion of the Court, to imprisonment with or without hard labour for any term not exceeding two years or to both such fine and such imprisonment*⁵.

Cette clause visait directement le Fianna Fáil, mais également le Sinn Féin et tous ceux qui se maintenaient en dehors des institutions et se revendiquaient encore du second Dáil, ce parlement aux dimensions quasi-mythiques pour les Républicains puisqu'il avait été élu avant la signature du Traité de 1921 et qu'il représentait la seule instance légitime à leurs yeux. Avec l'assassinat de Kevin O'Higgins⁶ en juillet 1927, la menace prit une nouvelle ampleur : comme le souligne O'Halpin, « *The government were not to know that the murder was an isolated and unplanned act of terror*⁷ ». Le Premier ministre Cumann na nGaedheal, W.T. Cosgrave, expliqua cet attentat à l'Assemblée comme le « *fruit of the steady*,

3. Jeffrey Prager (1986), *Building Democracy in Ireland: Political Order and Cultural Integration in a Newly Independent Nation* (Cambridge, Cambridge University Press), p. 169.

4. Jason Knirck (2014), *Afterimage of the Revolution: Cumann na nGaedheal and Irish Politics, 1922–1932* (Madison, University of Wisconsin Press) p. 69.

5. Treasonable Offences Act, *Irish Statute Book*, disponible sur [www.irishstatutebook.ie/1925/en/act/pub/0018/sec0007.html] (consulté le 19 décembre 2014).

6. Kevin O'Higgins cumulait les fonctions de Vice-Président, ministre de la Justice et des Affaires étrangères. Il fut assassiné le 10 juillet 1927, alors qu'il se rendait à l'église du faubourg de Booterstown, au sud de Dublin. Cet attentat était signé par trois sympathisants de l'IRA qui avaient cependant agi indépendamment de l'organisation.

7. Eunan O'Halpin (1999), *Defending Ireland: The Irish State and its Enemies since 1922*, Oxford, Oxford University Press, p. 67.

*persistent attack against the State and its fundamental institutions*⁸ ». Le Public Safety Act de 1927 rendait illégale toute organisation prônant la destruction de l'État par la force et donnait aux forces de l'ordre une plus grande marge de manœuvre dans l'arrestation et l'interrogatoire de suspects. Il établissait également un tribunal d'exception pouvant infliger des peines de prison ou la peine de mort pour possessions d'armes à feu. Cependant, l'efficacité des nouvelles mesures s'avéra limitée. En effet, lorsque de Valera demanda lors d'un débat parlementaire, un peu moins d'un an après, combien d'arrestations et de condamnations avaient été faites aux termes de cette loi, le ministre de la Justice répondit : « *Four persons were arrested under the provisions of the Public Safety Act, 1927. There are no persons at present being detained under that Act. No person was convicted under that Act of any offence*⁹. » Le but de ces mesures était ainsi non pas tant de frapper au cœur de la dissidence que de montrer la détermination du gouvernement et sa politique de tolérance zéro. Mais au-delà de leur portée répressive, ces mesures avaient également une importance symbolique : celle de démontrer que toute justification de la violence politique était désormais éradiquée de tout processus de légitimation. En d'autres termes, elles étaient un pas important dans le processus de « nettoyage » de la culture politique du pays, dans lequel la violence était désormais considérée comme illégitime et donc inacceptable.

Dans le cadre de cette loi, un amendement sur la législation électorale (*Electoral Amendment Act*) fut introduit afin d'obliger tous ceux qui se présentaient aux élections à déclarer leur intention de siéger et de prêter serment à la Couronne, le but étant d'asseoir la légitimité des institutions en contraignant ses détracteurs à les reconnaître. Comme le fit remarquer le Premier ministre,

*The majority of the people of this country have declared in unmistakable terms that they desire to work out their destinies peacefully under the Constitution's liberties and parliamentary institutions which they enjoy. This they cannot do if a minority is to be permitted to play fast and loose with the basic principles of democratic government in their application if they are allowed to persevere in their effort to bring Parliamentary institutions into disrepute*¹⁰.

Indirectement, cette législation servit les intérêts du Fianna Fáil qui, par une série d'acrobaties rhétoriques, finit par rentrer au parlement. Inversement, elle fut désastreuse pour le Sinn Féin qui ne pouvait désormais envisager de participer au processus électoral, ne serait-ce que pour le boycotter. Selon Lee, elle servit à « eli-

8. *Dáil Debates*, « Assassination of the Vice-President », 12 juillet 1927, [<http://oireachtasdebates.oireachtas.ie/debates%20authoring/debateswebpack.nsf/takes/dail1927071200003?opendocument>].

9. *Dáil Debates*, « Questions, Oral Answers – Arrests Under Public Safety Act », 24 mai 1928, [<http://oireachtasdebates.oireachtas.ie/debates%20authoring/debateswebpack.nsf/takes/dail1928052400005?opendocument>].

10. « Another Scene in the House: Protection of Parliamentary Institutions », *The Irish Times*, 29 juillet 1927.

*minate Sinn Féin from parliamentary contention*¹¹ », mise à l'écart sans aucun doute voulue par le gouvernement, qui cherchait à supprimer toute dissidence réfutant la légitimité des institutions. Cependant, pour certains comme William Redmond du National League Party récemment formé, il s'agissait ni plus ni moins d'une forme de censure. « *The removal of the means of expression of public opinion, which the bill sadly amounted to, was the removal of the only safety valve against violence*¹². » La loi fut votée par 50 contre 25 voix. Ainsi, en deux ans, l'État Libre avait officiellement mis hors-la-loi les deux principes sur lesquels avait reposé la stratégie du Sinn Féin pendant la période de l'indépendance, la violence politique et l'absentéisme. À partir de 1927, le champ d'action du Sinn Féin était tellement réduit qu'il était pratiquement hors d'état de nuire aux institutions. D'ailleurs, lorsque l'amendement 17 à la Constitution devint loi le 17 octobre 1931, établissant un tribunal militaire et permettant au gouvernement d'interdire certaines organisations, le Sinn Féin était la seule formation un tant soit peu subversive à ne pas être mise à l'index. Certes, il s'était opposé à la création par l'IRA d'un nouveau parti, Saor Éire, qu'il avait condamné pour ses penchants communistes. Selon un rapport de police, le Sinn Féin avait précisé lors d'une réunion publique qu'il n'était « *neither communistic or anti-Christian, [that] it had no connection with a number of the banned organisations and [that] it was not sympathetic with the principles of the majority of these banned organisations*¹³ ». Mais peut-être la relative mansuétude de l'État à l'égard du Sinn Féin était-elle due à sa conviction que ce dernier était désormais enterré en tant que parti politique. C'est en tout cas ce que certains affirmaient : « *Miss McSwiney's party is finished, and Mr de Valera has failed to break up the Dáil from inside. For these reasons Saor Éire was set up, whose intention is to establish a republic on the lines of the Russian Republic*¹⁴. »

Pourtant, dès la création de l'État, les autorités mirent leurs opposants, dont le Sinn Féin, sous surveillance. Ce furent les Gardai qui furent chargés d'établir des rapports sur les réunions et activités d'un parti qui pourtant déclinait de jour en jour. Comme le fait remarquer Ferriter, « *The police force, particularly its detective branch, remained in the words of David Fitzpatrick, "all too obviously the tools of political parties"*¹⁵ ». Ainsi, les réunions du parti étaient infiltrées par des policiers en civil, que par la suite certains membres du Sinn Féin reconnaissaient personnellement tant leurs visages leur étaient familiers, et tant les foules qui assistaient aux réunions publiques étaient clairsemées. Ce qui ressort des observations faites par les forces de l'ordre montre à quel point le parti était devenu inoffensif.

11. Lee, Joseph, (1989), *Ireland 1912-1985: Politics and Society* (Cambridge, Cambridge University Press), p. 154.

12. *The Irish Times*, op. cit.

13. *Gardai report*, 31 octobre 1931, National Archives of Ireland, JUS/8/675).

14. « The Dáil Debate », *The Irish Times*, 15 October 1931.

15. Ferriter, Diarmaid (2005), *The Transformation of Ireland, 1900-2000* (London: Profile Books), p. 305.

Chaque rapport ou presque se finit par la mention : « *Nothing to report, the proceedings were orderly, and there was no traffic disruption.* » Il est peu probable en effet que les quelque mille personnes, dans les bons jours, qui assistaient aux rassemblements publics, et les 70 à 200 membres qui se rendaient aux réunions dans les locaux du parti aient constitué un groupe susceptible de menacer l'État.

Pour autant, la surveillance pouvait s'avérer étroite. Les autorités s'intéressaient ainsi aux faits et gestes des membres de la direction du parti. L'un des rapports des Gardai faisait état de toutes les réunions du Comité Exécutif qui se tinrent entre 1928 et 1929, consignait la présence de chaque membre. Le décalage entre les efforts et le temps déployés par la police, d'une part, et la menace réelle, de l'autre, s'explique sans aucun doute par la volonté de maintenir une surveillance et un contrôle politique sur toute dissidence, si ténue fût-elle. Ce n'était cependant pas tant la menace réelle que représentait le Sinn Féin qui était combattue, que l'affirmation d'une politique de tolérance zéro vis-à-vis de toute velléité de dissidence ou de remise en question des nouvelles institutions.

■ L'enjeu mémoriel

Le gouvernement Fianna Fáil se montra tout aussi avide d'informations que son prédécesseur, même s'il était encore mieux placé pour savoir que la menace du Sinn Féin avait été bel et bien écartée. De plus, les relations de ce dernier avec l'IRA étaient pour le moins tendues. Lors des élections législatives de 1932, puis de 1933, l'IRA appela les électeurs à soutenir le Fianna Fáil, ce qui fut vécu par le Sinn Féin comme un affront, voire une trahison. Mais cette alliance, certes éphémère, du parti de De Valera avec ses anciens compagnons d'armes, montrait également que le Fianna Fáil avait conscience du faible danger que représentait réellement le Sinn Féin. Ce n'était donc pas tant son potentiel subversif qui préoccupait le nouveau parti au pouvoir que son discours puriste qui mettait constamment le Fianna Fáil, et en particulier son leader, en accusation et le renvoyait à ses propres contradictions. Les dirigeants du Sinn Féin n'avaient toujours pas digéré le demitour qu'avait effectué de Valera en 1926 et ne perdaient pas une occasion de le lui faire savoir. L'animosité entre les deux partis était telle que le leader du Fianna Fáil avait dû se contenter d'une place de spectateur lors de l'enterrement de son vieil ami Austin Stack, en juillet 1929, et écouter l'orateur du Sinn Féin marteler les principes républicains. Ainsi, selon la couverture que fit l'*Irish Times* de la journée, les leaders du Fianna Fáil étaient « *well towards the end of the procession* », *having been merged within the group of "Public bodies and other organisations"*¹⁶ ». Car aux yeux du Sinn Féin, le Fianna Fáil était prêt à user des armes de l'ennemi,

16. « Late Mr Austin Stack: Funeral Procession in Dublin », *The Irish Times*, 2 mai 1929.

ces mêmes mesures coercitives qu'il avait dénoncées quelques années auparavant, ce qui l'avait définitivement fait passer dans la catégorie des traîtres. Le parti déclara ainsi, au lendemain des élections de 1933 qui avaient conforté la majorité du Fianna Fáil :

*The present Free State Government claims to be Republican, but what hinders them from restoring the rule of the Republic? Until Ireland is free from English domination the IRA will remain. The Irish people when free will perfect their economic system on real Christian justice, and not on injustice, exploitation, confiscation, corruption and hypocrisy, which bring discredit on nationals like English professions to be Christian. Until that the IRA will carefully train to fit themselves physically and otherwise for the task at hand*¹⁷.

L'animosité du Fianna Fáil envers le Sinn Féin s'explique donc par le fait que ce dernier disposait encore d'un atout puissant, puisqu'il se posait comme le seul parti issu de la période révolutionnaire qui n'en avait pas renié les aspirations. Mais la confrontation entre ces deux partis ne pouvant se faire sur le terrain politique, elle se déplaça vers le domaine mémoriel, qui devint un enjeu important dans la construction de l'identité nationale. Certes, le nouvel État avait déjà entamé ce processus, en construisant une mémoire collective susceptible de rassembler une majorité de la population. L'entreprise recouvrait une importance d'autant plus fondamentale que les événements constitutifs de cette mémoire allaient asseoir la légitimité des nouvelles institutions. Or non seulement ces événements avaient été la source de conflits parfois meurtriers, mais ils étaient aussi vivants dans les mémoires individuelles. Il était donc impératif de parvenir à unifier la multiplicité de ces représentations en une mémoire collective, et donc, d'investir au mieux l'espace public par une version consensuelle des faits. Comme l'a montré Maurice Halbwachs, « c'est dans la société que, normalement, l'homme acquiert ses souvenirs, qu'il se les rappelle, et, comme on dit, qu'il les reconnaît et les localise¹⁸ ». C'est donc essentiellement dans cette perspective que s'explique la répression qui se mit en œuvre contre le Sinn Féin, qui devint un obstacle à ce processus d'unification, tant pour le Cumann na nGaedhael que pour le Fianna Fáil. La mémoire entretenue par le Sinn Féin était, en effet, celle d'une révolution inachevée et, pire encore, trahie par ceux qui sont au pouvoir. Les commémorations, ces « lieux de mémoire¹⁹ », pour reprendre l'expression de Nora, devinrent alors le site de l'affrontement idéologique entre les diverses formations politiques

17. « Irish Republican Army: Proclamation to the People », *The Irish Times*, 30 juin 1933.

18. Maurice Halbwachs, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1925, p. iv.

19. Pierre Nora (1997), *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1 652 p.

de l'État, montrant ainsi à quel point les tenants de l'identité nationale restaient fragiles dans les deux premières décennies de son existence.

De fait, les deux principaux partis, tout comme le Sinn Féin, tenaient des cérémonies séparées qui servaient aux uns à renforcer leur légitimité et aux autres à dénoncer la trahison des idéaux de la révolution. L'apogée de ce processus fut le vingtième anniversaire du soulèvement de 1916. En apparence, le gouvernement de De Valera parvint à une sorte de trêve dans cette concurrence des mémoires en proposant à tous ceux qui avaient participé aux événements de se retrouver autour d'une liste officielle des combattants de 1916, le « *roll of honour* ». Cependant, si l'éditorial de l'*Irish Press* choisit de voir cette initiative comme « *the performance of a pious duty of patriotism* » qui serait « *treasured as one of our proudest heritages and heirlooms*²⁰ », elle mettrait également en lumière les divisions ayant dominé la vie politique jusqu'à ce moment. Certains noms par exemple, et non des moindres, manquaient à l'appel, comme celui du General Mulcahy²¹. D'autres personnalités, et notamment tous les membres du Sinn Féin et de l'IRA, avaient refusé d'y apposer leur nom, parce que la liste « *includes the names of traitors to the Republic* », expliquant que

*most of its signatories are men and women who, after the 1916 Rising, fought against the Treaty and are today staunch supporters of the Proclamation of 1916 and are equally staunch supporters of the present effort to put an end to England's Treaty and England's interference in our National Affairs*²².

Cependant, le potentiel subversif du Sinn Féin tenait davantage à son refus d'accepter les institutions qu'à la vision de la République qu'il proposait, qui correspondait, tant par sa dimension confessionnelle que politique, au conservatisme des gouvernements de l'époque. Son opposition était plus symbolique qu'idéologique. Ainsi, lors de l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution en décembre 1937, il fit hisser un drapeau noir au-dessus des bâtiments de ses quartiers-généraux, à Parnell Square, en signe de deuil pour la vraie, l'unique République, que cette constitution, surnommée « *British Empire Constitution* », trahissait puisqu'elle entérinait la partition de l'île. Le parti organisa également un rassemblement devant les bureaux du Sinn Féin, événement dont les Gardai présents minimisèrent l'impact :

Although there was a fairly large crowd present, there was a complete absence of enthusiasm. The people present with the exception of a small section appeared to have no interest in the proceedings [...] There was no interest

20. « A Significant Ceremony », *The Irish Press*, 25 mai 1936.

21. Voir Labhras Joye, Brenda Malone, (2006), « The Roll of Honour of 1916 », *History Ireland*, vol. 14, n° 2, p. 10-11.

22. « Readers' View », *The Irish Press*, 26 mai 1936.

*taken in this meeting, which, if intended to be a demonstration against the enactment of the Constitution, must be regarded as a complete failure*²³.

Les autorités tenaient donc un discours relativement ambivalent, puisque d'un côté, elles dissimulaient mal le mépris qu'elles éprouvaient pour cette organisation fantôme mais de l'autre, elles continuèrent tout de même à la surveiller.

■ The Funds Case, réécriture de l'histoire ?

À la suite de la campagne armée de l'IRA lancée fin 1938, le gouvernement introduisit le Offences Against the State Act en 1939, donnant par la même une définition amendée de ce que représentait la subversion à ce moment précis :

*any group that encouraged treason, promoted the alteration of the Constitution by the use of force or other unconstitutional means, maintains an armed force, commissions criminal offences or the obstruction of or interference with the administration of justice, and finally, promoted violence and the non-payment of moneys payable to the public funds*²⁴.

Le Sinn Féin s'était alors pratiquement effacé de la vie publique, ce qui n'empêcha pas sa présidente, Margaret Buckley, de condamner ces nouvelles mesures qui trahissaient selon elle la « panique » du gouvernement : « *It is an amazing thing that men who were once soldiers of the Republic and have lived most of their lives in Ireland should show so little knowledge of the psychology of the Irish people as to imagine they can frighten the Irish people into submission by coercion Acts*²⁵ », affirma-t-elle. Toutefois, le Sinn Féin, s'il ne représentait aucunement une menace à l'ordre public, allait, peut-être bien malgré lui, ouvrir une polémique importante au sein de l'État, celle de la légitimité historique de la cause et des stratégies républicaines, en décidant de demander l'arbitrage de la justice dans l'affaire des « fonds Sinn Féin ».

Dans son discours de 1882 sur la nation, Ernest Renan revenait sur l'importance de la mémoire :

L'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation, et c'est ainsi que le progrès des études historiques est souvent pour la nationalité un danger. L'investigation historique, en effet, remet en lumière les faits de violence qui se sont passés

23. Gardai Report, 30 décembre 1937, National Archives of Ireland, JUS/8/1053.

24. Irish Statute Book, Offences against the State Act, 1939, [<http://www.irishstatutebook.ie/1939/en/act/pub/0013/>].

25. « Treason Bill : Defiant Sinn Féin Comment », *The Irish Times*, 8 mars 1939.

à l'origine de toutes les formations politiques, même de celles dont les conséquences ont été le plus bienfaitantes²⁶.

Dans une large mesure, l'épisode du Funds Case est une bonne illustration de ce phénomène. En 1941, le Sinn Féin, parti moribond qui ne comportait plus qu'une douzaine d'adhérents, décida de poursuivre l'État irlandais en justice, lui réclamant de l'argent qui était depuis 1922 gelé dans les coffres des tribunaux de l'État Libre. Ces « Sinn Féin Funds » correspondaient aux souscriptions lancées par le parti dès 1917 pour récolter de l'argent auprès de sympathisants afin de financer ses campagnes électorales et autres. Avec la signature du Traité, l'avenir du parti étant incertain, il fut décidé de confier cet argent à Eamon de Valera en tant qu'administrateur unique. Mais les deux trésoriers, Eamonn Duggan et Jennie Wyse Power, qui tous deux rejoignirent les partisans du traité, n'en firent rien et choisirent plutôt de déposer l'argent auprès des tribunaux de l'État Libre²⁷.

Régulièrement au cours des deux décennies suivantes, le Sinn Féin revint sur cette question, accusant les gouvernements successifs de ne pas lui rendre ce qui lui était dû et soupçonnant une manœuvre politique visant à l'empêcher de s'épanouir en tant que force politique. L'affaire rebondit lors du décès de Jennie Wyse Power en janvier 1941, puisque se posa alors la question de ce qu'il fallait faire de cet argent. Son fils, devenu juge, entama une série de consultations avec de Valera, qui le chargea d'étudier la faisabilité d'une loi permettant à l'État de disposer de ces fonds. Charles Wyse Power s'entretint avec bon nombre des dirigeants politiques du moment, ainsi qu'avec les membres du comité exécutif du Sinn Féin d'avant 1922. Ce qui ressort des mémos et des rapports établis alors éclaire d'une manière tout à fait originale la façon dont les acteurs des événements de la révolution irlandaise étaient disposés à raconter leur propre histoire.

En effet, afin de générer le soutien nécessaire au vote de la législation, il fallait tout d'abord établir que le Sinn Féin n'était pas l'héritier du parti datant d'avant 1922. Le Juge Wyse Power interviewa ceux qui avaient joué un rôle dans la réorganisation du Sinn Féin. Leur interprétation en 1941 de la constitution du Sinn Féin après la guerre civile était indubitablement influencée par le choix qu'ils avaient fait en 1926 de suivre de Valera. Ce qui ressortait de leur analyse était que le Sinn Féin n'était plus le même parti, réfutant par là même la légitimité qu'il revendiquait. Ainsi, le Sinn Féin de la période d'indépendance n'existait plus, Frank Aiken, nommé chef d'état-major en 1923, expliqua que le « *old Sinn Féin* »

26. Ernest Renan (1882), Qu'est-ce qu'une nation? (Paris, Calmann Levy) p. 7 [<https://archive.org/stream/questcequunenat00renagoog#page/n17/mode/2up>].

27. La somme déposée dans les Tribunaux de l'Etat Libre par les deux trésoriers du deuxième Sinn Féin, en 1922, était de £8610. Cependant, avec les intérêts, elle s'élevait à plus de £24000 en 1941, montant considérable pour un parti dont l'état financier était désastreux.

était mort après la guerre civile, mais que le nom avait été choisi par défaut²⁸. P. J. Little, Ministre des Postes et Télégraphes en 1942, ajoutait que l'organisation reformée en 1923 avait utilisé le nom Sinn Féin mais que les leaders avaient bien l'intention alors de couper avec la vieille organisation qu'ils considéraient comme éteinte²⁹. Le fait que ces mêmes hommes s'estimaient probablement être les véritables héritiers du Sinn Féin d'avant la guerre civile, considérant que ceux qui avaient signé le Traité avaient tourné le dos aux objectifs du parti, ne semblait pas en 1940 constituer une contradiction. La réécriture des années 1923-26 constituait un retour sur leur passé, la nécessité d'effacer une tache dans leur carrière politique. En cela, ils rejoignaient ceux qui, comme Éamonn Duggan, avaient déclaré dès 1923 que ceux qui avaient rejoint les rangs du Troisième Sinn Féin n'étaient pas les véritables représentants du parti de la période d'indépendance :

*In or about the month of August 1923, a group of people politically opposed to the Constitution and government established pursuant to the Treaty and to the views of the majority of the subscribers to the said monies, assembled in Dublin and purported to call themselves the Sinn Féin organisation and arrogated to themselves the right to represent themselves as being and constituting the Sinn Féin organisation referred to in paragraph three hereof*³⁰.

De Valera cherchait à utiliser l'argent du Sinn Féin Funds de manière à rendre justice à ceux qui avaient, à l'origine, souscrit à ses fonds. Toutefois, s'il fut un temps question de rechercher les souscripteurs originaux, cette option fut vite écartée tant elle présentait de difficultés logistiques. Mais alors, à qui appartenait cet argent? Au Sinn Féin, qui est prêt à aller devant les tribunaux pour récupérer ce qui, selon lui, lui revenait de droit, puisqu'il se considérait comme l'héritier direct du Deuxième Sinn Féin? À la société civile, comme l'estimait De Valera, pour qui le Sinn Féin n'était en aucun cas en droit de réclamer ce qui appartenait à un parti totalement différent de celui qu'il était devenu? Comme l'expliqua le juge Kingsmill Moore lors de l'ouverture du procès, il s'agissait de décider

*whether there was a break in the organisation (1922-23). Mr de Valera has not claimed that his cessation formed a break. Have you not got to prove for each year, the following things, in order to show continuity: that you kept up an Ard Fheis (Annual Congress), the necessary steps to constitute an Ard Comhairle (Executive Committee), and a Standing Committee, that the Ard Comhairle met with proper delegates, summoned the Ard Fheis, and so on? (Funds Case)*³¹.

28. Note of interview with Aiken, 1er octobre 1942, Dept of Taoiseach, TSCH/3/S12110 /B.

29. Affidavit filed by Wyse Power and Duggan, 4 février 2024, Dept of Taoiseach, TSCH/3/S12110 /B.

30. Ibid.

31. Séan O'Kelly, 1948, Witness statement, Sinn Féin Funds Case, National Archives of Ireland.

Mais de Valera, convaincu que le Sinn Féin de 1948 n'était pas l'héritier de celui de 1922, estimait que ce dernier n'avait aucun droit à l'argent en question. Il décida, avant même la tenue du procès, de soumettre une loi au parlement afin de redistribuer l'argent par le biais d'un organisme d'État aux victimes de la période de la révolution. En 1947, il soumit au vote du Dáil le *Sinn Féin Funds Act*. Minutieusement préparé par toute une équipe de juristes, et surtout, par le travail de terrain que le juge Wyse Power avait effectué en amont, le texte de loi fut voté par 49 voix contre 29, ce qui n'était guère surprenant étant donné la majorité dont bénéficiait le Fianna Fáil à la chambre³². Pourtant, ce coup de force du Fianna Fáil ne fut pas sans répercussions pour le parti et en premier lieu, pour de Valera. D'une part, les députés de l'opposition, Fine Gael, Labour Party et Clann na Talmhan³³, s'interrogèrent sur l'absence de consultation parlementaire préalable sur la question; d'autre part, la loi soulevait la question cruciale de l'héritage révolutionnaire : qui était le véritable descendant du parti réformé en 1917? Richard Mulcahy (Fine Gael) expliqua par exemple qu'en tant qu'acteur de la période 1917-1922, il était tout autant partie prenante de toute décision concernant cet argent que n'importe qui d'autre³⁴.

Cette législation soulevait également d'importants points juridiques et constitutionnels, puisque l'une de ses dispositions prévoyait purement et simplement l'annulation de toute action en justice en rapport avec cet argent. En d'autres termes, le parlement court-circuitait ainsi le travail de la justice, bafouant en deux points la Constitution irlandaise, qui non seulement garantissait l'indépendance du judiciaire par rapport à l'Exécutif, mais en outre protégeait le droit à la propriété privée et par là même le droit à se pourvoir en justice en cas de litige financier.

Le 10 juin 1947, conformément à la disposition de la nouvelle loi, l'Attorney General demanda au Président de la Haute Cour de Justice (*High Court*) de rejeter l'affaire qui n'avait toujours pas été entendue par les tribunaux, ce qui lui fut refusé. Il fit alors appel à la Cour suprême, qui rejeta également sa requête, pour les raisons suivantes :

In bringing these proceedings the plaintiffs were exercising their constitutional right and they were and are entitled to have the matter in dispute determined by the judicial organ of the state [...]. The substantial effect of the Act is that the dispute is determined by the Oireachtas and the Court is required and directed by the Oireachtas to dismiss the plaintiffs' claim

32. Aux élections législatives de 1944, le Fianna Fáil avait remporté 76 sièges, ce qui lui assurait une majorité absolue.

33. Parti agraire fondé en 1939, qui défendait les intérêts des petits agriculteurs.

34. *The Irish Times*, 12 mars 1947.

*without any hearing and without forming any opinion as to the rights of the respective parties to the dispute*³⁵.

La loi étant ainsi déclarée anticonstitutionnelle, le procès eut bel et bien lieu, les plaignants étant représentés par Margaret Buckley, alors présidente du Sinn Féin. Pendant plusieurs mois, les anciens présidents et trésoriers du Sinn Féin encore vivants furent appelés à la barre : John S. Kelly alias Sceilg, Kathleen Lynn, mais aussi Éamon de Valera. Des dizaines de pages de documents avaient été épluchées par les deux parties : comptes rendus de réunions du comité exécutif du parti, articles de journaux, correspondances, mémos, rapports secrets, le tout formait un extraordinaire témoignage de ce que représentait le Sinn Féin. L'étude minutieuse de ces documents permit à la défense de montrer en quoi il y avait effectivement rupture entre les deuxième (1917-1922) et troisième (1923-1926) Sinn Féin. C'est ce qu'affirmait une lettre du trésorier de l'époque, Eamonn Duggan :

*In or about the month of August 1923 a group of people politically opposed to the Constitution and government established pursuant to the Treaty and to the views of the majority of the subscribers to the said monies, assembled in Dublin and purported to call themselves the Sinn Féin organisation and arrogated to themselves the right to represent themselves as being and constituting the Sinn Féin organisation referred to in paragraph three hereof*³⁶.

Ce fut l'analyse que retint la Haute Cour de Justice, estimant qu'il y avait bel et bien continuité entre les Troisième et Quatrième Sinn Féin, mais pas entre les Deuxième et Troisième, et concluant que le Sinn Féin de 1948 n'avait pas droit aux fonds, ce qui, ironiquement, contredisait ce qu'avait déclaré de Valera quelques années auparavant : « *Those who continued on in the organisation which we left can claim exactly the same continuity that we claimed up to 1925*³⁷. » Ainsi donc, la mémoire officielle revenait sur la légitimité du parti Sinn Féin non depuis 1926 mais depuis 1923. La manœuvre était habile. Outre le fait que les dirigeants ne voulaient en aucun cas que l'argent ne tombe entre les mains d'un parti proche de l'IRA, et par ailleurs négligeable et méprisé par ses contemporains, ils cherchaient également à asseoir leur propre légitimité. Ainsi, si de Valera avait quitté un parti en 1926 qui n'était pas en fait l'héritier de celui qui avait mené la révolution, il n'avait en rien trahi les objectifs et les aspirations de la révolution.

35. Supreme Court Judgement Buckley v. Att. Gen., 1947. [<http://www.supremecourt.ie/supremecourt/sclibrary/3.nsf/pagecurrent/9FA0AA8E8D261FC48025765C0042F6B3?opendocument&?l=en>], consulté le 10 février 2015.

36. Affidavit filed by Wyse Power and Duggan, 4 February 1924, Dept of Taoiseach, National Archives of Ireland.

37. Cette phrase célèbre de De Valera fut à l'origine prononcée lors d'un débat au parlement en mars 1929. *Dáil Debates*, Volume 28, 14 March 1929, Central Fund Bill, 1929, Second Stage.

Pourtant, en quoi la scission de 1922 était-elle différente de celle de 1926? Toutes deux avaient été dues au refus de certains membres d'accepter la légitimité de l'État et au rejet du Traité et de ses institutions. Cependant, le deuxième Sinn Féin avait été un parti de gouvernement, ce qui n'était plus le cas à partir de 1923. L'organisation du mouvement avait aussi été radicalement modifiée. Mais comme tentèrent de le démontrer les avocats du Sinn Féin, la constitution du parti restait inchangée, et continuait à prôner les mêmes principes que ceux de 1917, voire 1905. Ce que retint, cependant, le juge, fut le fait que le parti reconstitué en 1923 n'avait pas été réorganisé en bonne et due forme. Dans son jugement final, le juge Kingsmill-Moore expliqua ainsi ;

*A mere fraction of the delegates who appeared and debated and voted on Oct 16 [1923] had any right to be present even if their affiliation fees had been received in the right quarters. The Ard Fheis was not properly constituted according to the Rules and its actions and resolutions can have no validity in preserving the continuity of the organisation*³⁸.

Ce n'était donc pas tant sur une question de stratégie ou d'idéologie que le Quatrième Sinn Féin avait dévié de ses origines, selon le juge, mais sur une question de forme, puisqu'il n'avait pas respecté ses propres règlements internes lors de sa reconstitution en 1923. Le Sinn Féin insignifiant de 1948 avait encore le pouvoir de replonger le pays au cœur de son histoire, et de poser des questions fondamentales sur la révolution des années 1916-1922 et sur l'identité républicaine.

Pendant les deux premières décennies de son existence, le Sinn Féin fut un parti largement insignifiant. Pourtant, s'il ne fut que très indirectement la cible des mesures d'exception qui furent prises par les gouvernements successifs, et s'il ne fut que très épisodiquement inquiété par les forces de l'ordre, sa présence représentait une gêne pour les autorités, surtout à partir de 1932 lorsque le Fianna Fáil prit le pouvoir. Son potentiel subversif était bien entendu connu des dirigeants puisqu'ils avaient dans leur grande majorité contribué à l'essor du parti entre 1917 et 1922. Toutefois, une fois écarté de la vie politique à partir de 1927, il ne représentait aucune menace sérieuse à l'ordre public. La manière dont il resta, en dépit d'une présence sur la scène politique pour le moins minimaliste, dans le collimateur des autorités, reflète sans aucun doute le poids symbolique dont il était encore investi.

38. « Judgement of the Honourable Mr Justice Kingsmill Moore delivered on the 26th of October 1948 », *National Archives of Ireland*, TSCH/3/S12110/D1, p. 48.